

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 18 – du 1er mai au 7 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

ZOOM : LA JORDANIE TIRE LES LEÇONS DE LA GUERRE POUR SON APPROVISIONNEMENT EN GAZ

La Jordanie dépend à 80 % du gaz pour sa production électrique, dont 60 % de gaz naturel israélien.

300 M pieds cubes/jour sont envoyés à l'opérateur national jordanien NEPCO, depuis le champ gazier de Léviathan, et 20 M pieds cubes/jour aux usines de potasse, depuis le champ de Tamar. L'Égypte fournit quant à elle 30 pieds cubes/jour. Pour combler le reste de ses besoins, la Jordanie importe du gaz naturel liquéfié (GNL), notamment des États-Unis et du Qatar.

Avec Israël, le Royaume est lié par un accord de long terme (15 ans), dont il ne peut se désengager.

Cet accord est sujet à controverse en raison de clauses de pénalités asymétriques (1,5 Md USD si défaillance côté jordanien, contre 1,2 Md USD côté israélien) et d'une gestion du gazoduc confiée à une entreprise égyptienne et non aux autorités jordaniennes. D'autre part, ce contrat *take or pay* empêche la Jordanie de réduire de plus de 20 % le volume de ses importations et l'oblige, dans tous les cas, à payer pour la quantité fixée (i.e 300 M pieds cubes /jour). Pour autant, en termes financiers, l'engagement est plutôt favorable au Royaume : avant la guerre, les tarifs étaient d'environ 6 USD/ M Btu, soit bien en dessous du prix du GNL importé, estimé à 8 - 12 USD / M Btu. Néanmoins, le contrat étant indexé sur le prix du pétrole brut, la hausse actuelle des cours devrait avoir une incidence sur le coût des importations.

La guerre des 12 jours puis la guerre au Moyen-Orient ont révélé les risques liés à cette dépendance aux importations gazières israéliennes.

Après un premier arrêt des livraisons par Israël en 2025, pour un coût estimé à 25 M USD, la suspension, à nouveau cette année, des exportations jusqu'au 3 avril a mis sous tension la production électrique. Le partenariat avec l'Égypte a partiellement compensé la perte du gaz israélien avec le renouvellement du contrat pour la location de l'unité de stockage et de regazéification offshore à Aqaba et une hausse de +30 % de la fourniture par l'Égypte d'électricité. Cependant, la hausse des exportations de GNL, dont les prix ont atteint jusqu'à 25 USD / M Btu au plus fort de la crise, et les mesures d'atténuation mises en place – recours au diesel et fioul lourd pour les centrales électriques et arrêt des livraisons de gaz à certaines usines – ont représenté un coût non négligeable : 100 M JOD (141 M USD) sur 33 jours, supportés entièrement par NECPO, déjà structurellement déficitaire. À souligner que la suspension a eu aussi pour conséquence une priorisation des besoins domestiques, coupant toute (re)exportation vers la Syrie et ce jusqu'à mi-avril.

La Jordanie a pris conscience de la nécessité d'un virage pour renforcer sa sécurité énergétique. Le pays mise en priorité sur le développement du champ gazier de Risha dont les réserves ont été réévaluées fin 2024 (de 3 tcf à 12 tcf). L'objectif est d'atteindre une production de 418 M pieds cubes/ jour en 2029 et 812 M pieds cubes/jour en 2035, contre environ 75 M pieds cubes aujourd'hui. Dans cette perspective, un accord a été conclu fin 2025 entre la *National Petroleum Company* et la *Kuwait Drilling Company* pour forer 80 nouveaux puits. Le champ pourrait être raccordé à l'*Arab Gas Pipeline*, pour un montant estimé à 985 M USD. Un projet d'unité de regazéification onshore à Aqaba, d'une capacité maximale de 700 M pieds cubes / jour pour un montant de 150 M USD, a par ailleurs été lancé en 2024, avec une mise en service prévue pour fin 2026. La Jordanie cherche, en parallèle, à diversifier ses sources d'approvisionnement, à l'image des discussions en cours avec l'Algérie pour l'importation de GNL, des contrats qui sont toutefois voués à constituer des sources d'approvisionnement complémentaires et non de substitution au gaz israélien.

LE CHIFFRE À RETENIR

141 M \$

**COUT DES COUPURES
D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ**

Service Économique d'Amman



ÉGYPTE

1. MISE EN SERVICE DE LA 1^{ÈRE} PHASE DU MONORAIL « EAST OF NILE »

Le 6 mai, le consortium réunissant Alstom, Orascom Construction et Arab Contractors [a annoncé](#) la mise en service commerciale du premier tronçon du Monorail « East of Nile » comprenant 16 stations (sur un total de 22) et reliant le Nouveau Caire à la Nouvelle Capitale Administrative. Cette étape marque l'entrée en exploitation d'un réseau de 100 km articulé autour de deux lignes, constituant le premier monorail du continent africain. Doté d'une capacité de 45 000 passagers par heure et par direction, il vise à désengorger la mégapole de plus de 25 millions d'habitants, et à fluidifier les connexions avec les nouveaux ensembles urbains périphériques. Le projet a mobilisé un investissement de 4,5 Md EUR et s'inscrit dans la stratégie de modernisation des transports urbains en Égypte.

2. AUGMENTATION DES PRIX DU GAZ

Au 1^{er} mai, le gouvernement égyptien [a relevé](#) les prix du gaz naturel pour les industries énergivores dans le cadre d'une restructuration du mécanisme de tarification énergétique. Le prix plancher est porté à 6,5 USD/Mcf, avec des hausses différenciées selon les secteurs, de 17 % pour le ciment (à 14 USD/Mcf), 35 % pour la sidérurgie, les engrais non azotés et la pétrochimie (7,75 USD/ Mcf), et 17,5 % pour les autres industries (6,75 USD/ Mcf). L'augmentation des tarifs ne s'applique pas aux consommateurs disposant de contrats de fourniture de gaz en cours intégrant des formules tarifaires préétablies. Dans le même temps, le ministère de l'Industrie [a prolongé](#) jusqu'à fin 2026 son dispositif de soutien aux projets industriels en difficulté. Celui-ci prévoit des assouplissements réglementaires et fonciers selon le taux d'avancement des projets (de 6 à 18 mois), assorties d'exonérations de pénalités. L'objectif est de préserver les investissements existants et d'accélérer la remise en production des unités partiellement réalisées.

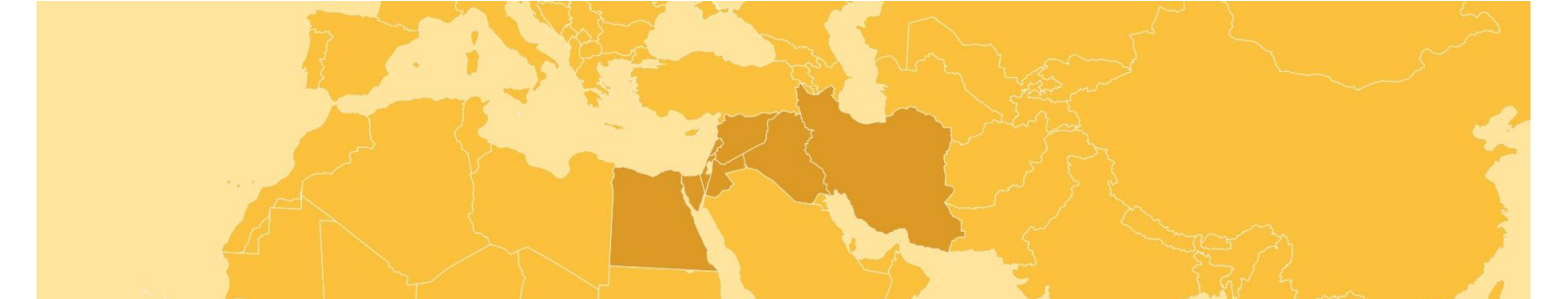
3. REBOND MARQUÉ DE LA BOURSE DU CAIRE EN AVRIL

La [Bourse égyptienne \(EGX\)](#) a enregistré un fort rebond en avril, avec une hausse de 14,2 % de l'indice EGX30 à 51 800 points, effaçant largement les pertes liées aux tensions régionales observées en mars. La

capitalisation boursière a progressé de 13,4 % (+433 Mds EGP) pour atteindre 3 670 Mds EGP, soutenue principalement par des achats nets des investisseurs institutionnels locaux (3,3 Mds EGP), tandis que les investisseurs régionaux et particuliers (1,06 Mds EGP) ont été vendeurs nets. La structure du marché demeure dominée par les titres obligataires (91,6 % des volumes), les actions ne représentant que 8,4 % des échanges. La hausse reste par ailleurs concentrée sur certains secteurs : l'éducation (+51,7 %), le tourisme (+32,3 %) et l'immobilier (+21 %) ont surperformé, tandis que les banques (+3,7 %) et l'énergie (+3,9 %) ont progressé plus modestement. Ce rebond reflète davantage des facteurs macroéconomiques (anticipations de change, évolution des prix des matières premières) que l'amélioration du contexte géopolitique, la prime de risque restant intégrée sur l'essentiel du mois. Le retour des investisseurs étrangers apparaît conditionné à une stabilisation durable de l'environnement régional, tandis que certains analystes anticipent un potentiel de revalorisation du secteur bancaire, soutenu par un environnement de taux élevés et une rentabilité en hausse.

4. CONTRACTION DE L'INDICE PMI EN AVRIL

[L'indice des directeurs d'achat \(PMI\)](#) a été ramené de 48 en mars à 46,6 en avril 2026, signalant une contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier. L'enquête souligne une dégradation significative des conditions d'activité, la plus prononcée depuis janvier 2023, sous l'effet de fortes pressions sur les coûts liées aux tensions au Moyen-Orient. Les prix des intrants ont ainsi augmenté au rythme le plus rapide depuis début 2023, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, conduisant les entreprises à relever leurs prix de vente au rythme le plus soutenu depuis août 2024. Dans ce contexte, la demande s'est nettement contractée, avec une baisse accélérée des nouvelles commandes pour le troisième mois consécutif, particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière et le commerce. Les entreprises ont réduit leurs achats d'intrants et légèrement ajusté leurs effectifs, tandis que les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont allongé les délais de livraison. L'indice suggère par ailleurs un ralentissement de la croissance du PIB à environ 3,9 % en rythme annuel. Si les anticipations à un an se



redressent légèrement après être passées en territoire négatif en mars, elles demeurent prudentes.

5. RECOURS À LA DETTE POUR COUVRIR UN BESOIN DE FINANCEMENT DE 76 MDS USD EN 2026/2027

Le [ministère des Finances](#) prévoit d'émettre 3 400 Mds EGP (64,6 Mds USD) de nouvelle dette souveraine en 2026/27 (+241 Mds EGP en g.a, soit +4,6 Mds USD) afin de couvrir un besoin de financement estimé à 4 000 Mds EGP (76 Mds USD), revu à la hausse dans un contexte d'incertitude régionale et de pressions sur le taux de change. Ce niveau dépasse les anticipations initiales, malgré un objectif ambitieux de recettes fiscales (3 500 Mds EGP, soit 66,5 Mds USD), traduisant un élargissement du déficit de financement. Dans ce cadre, les autorités poursuivent la réorientation de la structure de la dette en faveur d'échéances plus longues, avec une forte montée en puissance des obligations de long terme (2 500 Mds EGP, soit 47,5 Mds USD, + 169%), tandis que les émissions de bons du Trésor à court terme devraient reculer (916 Mds EGP, soit 17,4 Mds USD). Sur le volet externe, le gouvernement cible 11,2 Mds USD de financements, dont 4 Mds USD concessionnels. Par ailleurs, de nouveaux instruments sont mobilisés afin d'élargir la base d'investisseurs et diversifier les sources de financement (obligations vertes, zéro coupon, taux variables, instruments destinés à la diaspora, émissions internationales type Samurai et Panda), dans une logique de gestion du risque et d'allongement de la maturité de la dette.

IRAK

1. L'IRAK CHERCHE À SÉCURISER SES VENTES DE PÉTROLE

La *State Oil Marketing Organization* (SOMO), l'entreprise publique irakienne chargée de la commercialisation du pétrole irakien, propose des contrats à livraison différée de brut irakien, vendus avec une décote pouvant atteindre jusqu'à 33 USD par baril par rapport aux prix *spot*. La SOMO cherche ainsi à sécuriser des rentrées de devises largement amoindries par la fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitait 95 % du brut irakien avant la guerre. Il est estimé qu'environ 40 millions de baril de pétrole irakien, ce qui représente pour l'Irak une douzaine de jours d'exportations, sont bloqués à proximité du détroit et prêts à l'export. Les autorités irakiennes

sont conscientes des risques engendrés par la forte dépendance au détroit d'Ormuz et accélèrent la recherche de voies alternatives d'exportation. Le conseil des ministres irakien a récemment approuvé l'avancement des travaux sur l'oléoduc devant relier les champs de pétrole de Bassora, au Sud-Est du Pays, à la ville d'Hadditha, située à proximité des frontières turques, jordaniennes et syriennes. Le coût de cet oléoduc, dont la capacité visée est de 2,5 millions de b/j, s'élève à 5 Mds USD dont une partie est financée par un accord entre l'Irak et la Chine d'échange de pétrole contre le financement d'infrastructures.

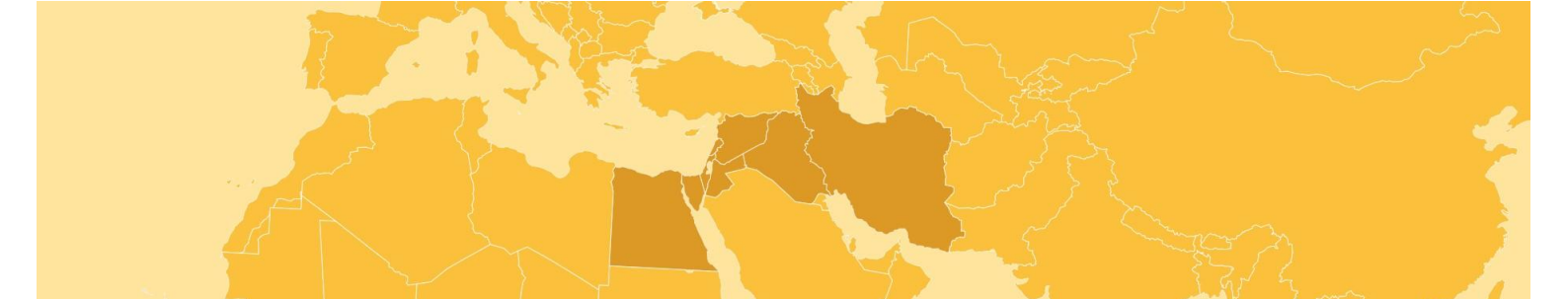
IRAN

1. ARRÊT DE LA PRODUCTION D'AUTOMOBILES

La production automobile iranienne est pratiquement à l'arrêt en raison d'une grave pénurie de tôles d'acier et de pièces détachées, laissant des dizaines de milliers de véhicules inachevés sur les parkings des constructeurs. Face à la flambée irrationnelle des prix sur le marché libre (augmentations de 500 millions à 1,5 milliard de rials), les autorités judiciaires ont ordonné aux sites web concernés de suspendre la mise à jour des prix des véhicules afin d'endiguer la panique et l'impact psychologique de la hausse des prix. Des mesures répressives ont également été lancées contre les concessionnaires pratiquant des prix abusifs.

2. EFFONDREMENT DES IMPORTATIONS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les restrictions, combinées aux sanctions, ont gravement perturbé la chaîne d'approvisionnement en équipements numériques. Les importations de téléphones portables ont chuté de plus de 20 % en valeur et de 14 % en volume (passant de 14,7 millions à 6,8 millions d'unités sur 9 mois). Cette pénurie de l'offre, aggravée par la hausse des coûts logistiques et l'impossibilité de mettre à jour les logiciels en raison des sanctions, stimule l'augmentation des prix des appareils sur le marché local. Parallèlement, le Conseil de la concurrence surveille les tarifs des opérateurs téléphoniques. Actuellement, le coût d'une minute d'appel varie entre 666 et 1 169 rials selon l'opérateur (MCI, Irancell, Rightel) et le type de forfait (prépayé ou post-payé), tandis que les SMS coûtent entre 106 et 1 560 rials. Plusieurs opérateurs, mis en cause, ont



publié des communiqués rappelant qu'ils n'étaient que des distributeurs de bande passante et ne jouaient aucun rôle dans les politiques de filtrage et de coupure de l'internet, renvoyant aux autorités la responsabilité de la spirale inflationniste dans laquelle s'est engagé l'ensemble du secteur.

3. CRISE DU LOGEMENT

La difficulté d'accéder à un logement apparaît désormais comme l'un des principaux facteurs de paupérisation en milieu urbain. Alors que dans les années 2000, le loyer représentait 25 à 40 % des revenus d'un ménage, il absorbe aujourd'hui entre 50 % et 70 % des revenus dans les grandes villes et les capitales provinciales. Cette situation force de nombreuses familles à migrer vers les périphéries ou à adopter des solutions de logement précaires (colocation, sous-sols). Dans ce contexte, la Banque centrale a approuvé une augmentation de 33 % du plafond des prêts au logement, le taux d'intérêt demeurant stable à 23 % avec une période de remboursement de 60 mois (5 ans).

ISRAËL

1. LA BANQUE CENTRALE FACE À UN DILEMME MONÉTAIRE

La Banque d'Israël (BoI) évalue l'opportunité d'un pivot de sa politique monétaire, hésitant entre une baisse conventionnelle de 25 points de base et un assouplissement de 50 points de base pour pallier l'atonie économique après 31 mois de conflit. Elle doit calibrer son intervention pour soutenir la croissance sans compromettre la stabilité des prix, dans un contexte de dérive budgétaire (déficit à 5 % du PIB). Si la stabilisation de l'inflation autour de 2 % et la dégradation de la solvabilité des PME et des ménages plaident pour l'option la plus agressive, le risque de dépréciation du shekel et d'une résurgence de l'inflation importée expliquent pour l'heure sa prudence. Son arbitrage intervient dans un contexte de marché des changes singulier : selon une analyse de la BoI, les institutionnels israéliens portent la responsabilité de la hausse du shekel à 3 ILS pour un dollar, en cédant 18,4 Mds USD sur les six derniers mois. Ce mouvement de rapatriement, motivé à la fois par une réallocation vers les actions locales et par des ajustements techniques liés à la hausse de Wall Street, traduit un changement de sentiment : la prime

de risque liée à la guerre et à la réforme judiciaire, qui avait fait chuter le shekel jusqu'à 4 ILS pour un dollar depuis début 2023, s'est largement dissipée depuis la guerre contre l'Iran de juin 2025 et le marché semble désormais anticiper une alternance politique.

2. LA RICHESSE FINANCIÈRE DES ISRAËLIENS ATTEINT UN NIVEAU RECORD DE 2 543 MDS USD

Selon les données publiées fin avril par la Banque d'Israël, le portefeuille d'actifs financiers du public israélien a atteint un sommet historique de 7 400 Mds ILS (2 543 USD) début 2026, soit une progression de 1 100 Mds ILS (378 Mds USD) en un an et un bond de 80 % sur six ans. Cette augmentation, portée par la hausse des marchés boursiers et la croissance de l'épargne retraite, s'accompagne d'un appétit accru pour le risque : la part des actifs risqués (actions et obligations) dans les portefeuilles est passée de 39 % fin 2022 à 48 % en 2026. Si cet effet de richesse stimule la consommation, certains économistes s'inquiètent de la hausse du ratio portefeuille financier/PIB, passé de 285 % à 350 % en deux ans. Ils craignent la formation d'une bulle alors qu'une correction des marchés pourrait affecter sévèrement un public plus exposé.

3. ISRAËL MULTIPLIE SES EXPORTATIONS DE DÉFENSE AÉRIENNE AVEC 20 PAYS CLIENTS EN 2025

Les exportations israéliennes de systèmes de défense aérienne connaissent une forte expansion, selon des données du ministère de la Défense. En 2025, des licences d'exportation ont été accordées pour 20 pays, contre seulement 7 en 2024 et 12 en 2023, tandis que les licences de commercialisation sont passées de 56 à 74 pays en un an. Portée par la réputation acquise durant la guerre par des systèmes comme le Dôme de Fer, Arrow, Barak ou le laser Magen. Or, cette dynamique est notamment attribuable aux Émirats arabes unis, à l'Allemagne, à la Slovaquie, à Chypre, à l'Azerbaïdjan et au Maroc. Chez Rafael et IAI, la valeur des exportations a crû de 25 % en un an et les exportations totales de défense d'Israël devraient avoir atteint 18 Mds USD en 2025, soit 3 Mds USD de plus qu'en 2024. Cette hausse traduit une politique d'assouplissement assumée (sur 6 648 demandes de licences soumises, seules 19 ont été refusées), qui suscite des critiques sur un éventuel manque de supervision.

4. EDF RENEWABLES BOUCLE LE FINANCEMENT DE LA PLUS GRANDE CENTRALE SOLAIRE DU PAYS

D'une superficie de 300 ha pour une capacité de 265 MW, ce champ produira à terme l'électricité la moins chère d'Israël, à 0,065 ILS / kWh (1,9 centime d'euro). Le contrat avait été remporté par EDF en août 2024, grâce à un prix équivalent au tiers des tarifs moyens en vigueur, du fait notamment de l'absence de batteries. La construction du champ, situé près de Dimona, devrait par conséquent commencer immédiatement, pour une mise en service attendue début 2029 et un retour dans le giron de l'État après 25 ans d'opération. La centrale produira 0,5 % de l'électricité du pays, contribuant à l'objectif (ambitieux) de porter la part des énergies renouvelables de 15 % actuellement à 30 % d'ici 2030 et 35 % d'ici 2035.

JORDANIE

1. FITCH MAINTIENT LA NOTE DE CRÉDIT DE LA JORDANIE À « BB- »

L'agence de notation Fitch maintient la note de crédit à long terme de « BB- » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. L'agence anticipe une croissance de 2,6 % en 2026, un déficit courant dégradé à -6,1 % du PIB et une inflation autour de 2,2 %. Fitch souligne effectivement dans [son rapport](#) que la baisse du tourisme en provenance d'Europe, la hausse des prix de l'énergie ainsi que la réduction des dépenses en capital exerceront une pression négative sur la croissance et les finances publiques. Le Royaume devrait toutefois bénéficier de son rôle d'itinéraire alternatif au détroit d'Ormuz pour les pays du Golfe, ainsi que du dynamisme de ses exportations d'engrais. Les effets négatifs seraient par ailleurs de court terme, l'agence anticipant une reprise de la croissance, une hausse des investissements directs étrangers et une reprise de la dynamique économique avec l'Irak et la Syrie pour 2027.

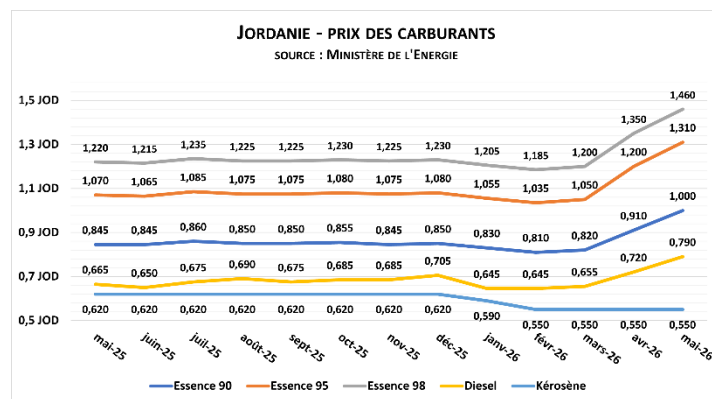
2. HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a annoncé une révision à la hausse des tarifs des carburants pour le mois de mai :

- Diesel : 0,790 JOD (1,11 USD) le litre (+0,07 JOD / + 0,1 USD)

- SP 90 : 1 JOD (1,41 USD) le litre (+0,09 JOD / + 0,13 USD)
- SP 95 : 1,310 JOD (1,85 USD) le litre (+0,11 JOD / + 0,16 USD)
- SP 98 : 1,460 JOD (2,06 USD) le litre (+0,11 JOD / + 0,16 USD)
- Kérosène : 0,550 JOD (0,78 USD) le litre (prix inchangé)

Ces augmentations ne reflètent toutefois pas totalement l'évolution des cours mondiaux, l'État jordanien absorbant 37 % de la hausse réelle des coûts du SP90, 55 % pour le SP95, 14 % pour le diesel et 100 % pour le kérosène.



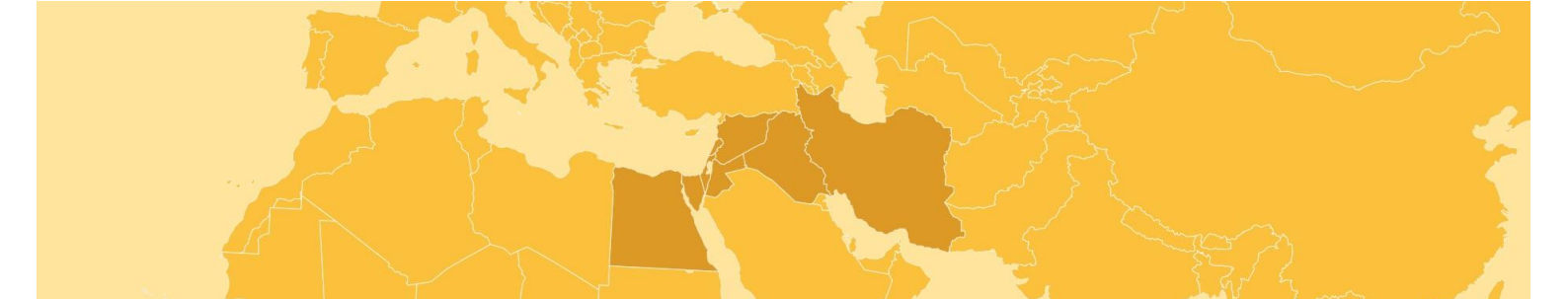
3. HAUSSE DE L'ACTIVITÉ PORTUAIRE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026

Le port d'Aqaba a enregistré une croissance de son activité au premier trimestre 2026. Le trafic de conteneur a par exemple augmenté de +10 %, atteignant 239 421 conteneurs EVP. Le nouveau port d'Aqaba a quant à lui enregistré une augmentation de +21 % de la quantité marchandises traitées passant à 1,29 M t. Côté énergie, le trafic au quai pétrolier a augmenté de + 69 %. En revanche, le débit de GNL a diminué de -19 %. Sur la même période, Aqaba a également enregistré une hausse du transport terrestre (+ 10 % du nombre de camions) et du trafic de passagers (+31 % au port et à l'aéroport).

LIBAN

1. CONSÉQUENCES POUR LE SECTEUR AGRICOLE D'UNE OCCUPATION PROLONGÉE D'ISRAËL AU SUD DE LA « LIGNE JAUNE »

Au Liban, avec la perspective d'une occupation de longue durée par Israël des territoires situés au sud de la « ligne jaune », bande transfrontalière de plusieurs km, le secteur agricole pourrait être durablement



dégradé selon le Centre de Recherche et d'Études sur l'Agriculture au Liban (CREAL). Si la zone est à vocation essentiellement agro-pastorale, avec des productions peu intensives, on y trouve cependant une activité significative de production de tabac, de maraîchage (melon, pastèque, tomates...), d'arboriculture (fruits à noyaux tels que pêches ou nectarines, raisin de table), de production d'olives et, pour ce qui concerne les productions animales, une production de miel, de fromage de chèvre et d'œufs. 20 à 25 000 agriculteurs y vivaient de leur production, auxquels s'ajouteraient 10 à 15 000 de plus qui sont des pluriactifs.

D'après les estimations du CREAL, entre ce qui a déjà été détruit et ce qui ne pourra pas être planté ou produit en 2026, les pertes devraient atteindre près de 18 M USD cette année. Toutefois, les pertes économiques indirectes découlant de la guerre, à la fois agricoles (sols pollués par les munitions et contaminants tels que le phosphore, arbres, infrastructures agricoles, équipements, déplacement des animaux et relocalisation des élevages etc.) et plus larges, devraient dépasser les 3 Mds USD. Le chiffre exact ne pourra être estimé qu'à la suite d'une enquête sur le terrain, qui est en préparation par la FAO mais ne pourra se déployer au Sud que si la sécurité des enquêteurs est assurée.

Contrairement à ce qui s'était passé lors de la guerre de 2024, pour laquelle la FAO avait estimé à 700 M USD les pertes et dommages pour l'ensemble du secteur agricole libanais, les destructions de l'armée israélienne visent l'ensemble de l'existant (bâtiments, infrastructure, vergers, troupeaux, équipements) et les dommages au sol (terre arable) risquent d'être importants et durables.

2. CROISSANCE RÉELLE DU PIB ESTIMÉE À 3,8 % EN 2025 PAR LA BANQUE DU LIBAN

La Banque du Liban (BdL), dans sa revue macroéconomique, a estimé la croissance réelle du PIB (c'est-à-dire corrigée de l'inflation) à 3,8 % en 2025, contre une contraction de 6,4 % en 2024 et une légère croissance de 0,5 % en 2023. Le PIB nominal serait à 33 Mds USD en 2025. Cette estimation correspond aux calculs de la Banque mondiale. En parallèle, la BdL estime que l'inflation s'est établie à 14,6 % en 2025, contre 45,2 % en 2024.

3. NIVEAU DES RÉSERVES EN DEVISES EN BAISSÉ DE 100 M USD EN AVRIL

D'après le bilan de la BdL au 30 avril 2026, les actifs totaux ont reculé de 0,9 % sur un an pour s'établir à 93 Mds USD. Le compte or, représentant 46 % des actifs, a progressé et s'est établi à 42,7 Mds USD. Les réserves en devises représentent un peu plus de 12 % des actifs totaux et s'établissent à 11,43 Mds USD. Toutefois, bien qu'il y ait eu une légère augmentation les deux premières semaines d'avril, ce niveau est en baisse sur un mois : les réserves en devises s'élevaient à 11,53 Mds USD à la fin du mois de mars.

PALESTINE

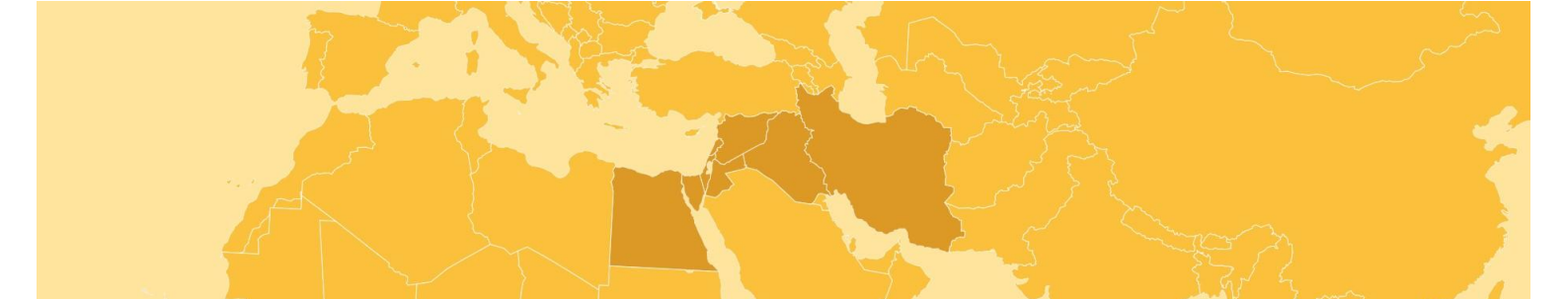
1. FINANCEMENT INTERNATIONAL POUR LE PROJET « TAJDID » À JÉNINE

L'événement de signature d'accords de financement pour le projet « Tajdid », dédié au traitement des eaux usées et à leur réutilisation agricole dans le nord-ouest de Jénine, s'est tenu au ministère des Finances et de la Planification, en présence de partenaires internationaux. Le projet bénéficie d'un financement de 5,5 M EUR de l'Union européenne, mis en œuvre via l'Agence française de développement, ainsi que de 11,2 M EUR de l'Allemagne. Le total atteint 16,7 M EUR, sur un budget global estimé à 35 M EUR.

Le projet « Tajdid » vise à améliorer la gestion de l'eau et à réduire la pollution, tout en soutenant l'agriculture. Il profitera à environ 10 villages confrontés aux flux d'eaux usées, avec des retombées positives sur l'environnement et la santé publique. Il s'inscrit dans l'initiative « Team Europe », qui appuie les infrastructures hydriques en Palestine et renforce le développement durable.

2. COMMERCE FRANCE-PALESTINE : HAUSSE DES EXPORTATIONS, ÉCHANGES TOUJOURS ASYMÉTRIQUES

Les échanges commerciaux entre la France et la Palestine restent modestes mais progressent nettement. Les exportations françaises sont passées de 13,2 M EUR en 2017 à 29,8 M EUR en 2025 (+126 %), avec une forte accélération récente : +60,5 % en 2024 puis +8,4 % en 2025. Les importations en provenance de la Palestine demeurent faibles, passant de 2,9 M EUR à 4,1 M EUR sur la période, avec un pic à 5,6 M EUR en 2022. Le solde commercial reste largement



excédentaire pour la France, atteignant 25,7 M EUR en 2025 (contre 10,2 M EUR en 2017), avec un taux de couverture supérieur à 720 %.

Les exportations françaises sont dominées par les produits à forte valeur ajoutée : chimiques, parfums et cosmétiques (48 %, soit 14,2 M EUR), suivis des produits pharmaceutiques (3,1 M EUR) et des matériels de transport (2,8 M EUR). À l'inverse, les importations palestiniennes reposent principalement sur les produits agricoles (3,1 M EUR). Ces données restent à nuancer, une partie des flux transitant *via* Israël.

3. ACCORD POUR LA GESTION DES DÉBRIS À GAZA

La Chambre de commerce de Gaza a signé un accord avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour lancer le projet « Gestion d'urgence des débris 2026–2027 ». Cette initiative vise à répondre à une accumulation estimée à plus de 70 millions de tonnes de gravats à Gaza. L'initiative intervient dans un contexte de destructions massives, selon l'évaluation *Rapid Damage and Needs Assessment* (RDNA), pour un coût estimé à plus de 1,7 Md USD.

La première phase prévoit la gestion d'environ 227 000 tonnes dans le nord de Wadi Gaza, afin d'améliorer la sécurité, de rouvrir les routes et de faciliter l'accès humanitaire. Le projet contribuera aussi à la reprise économique et à la remise en service des infrastructures essentielles. Il inclut également des actions de sensibilisation aux risques liés aux restes explosifs de guerre, ainsi que la création d'emplois temporaires pour les populations affectées, en coordination avec les acteurs internationaux et les autorités locales.

SYRIE

1. PUBLICATION DE LA STRATÉGIE 2026-2030 DE LA BANQUE CENTRALE SYRIENNE

La Banque centrale de Syrie a publié sa stratégie sur cinq ans, couvrant la période 2026-2030, et visant à renforcer la stabilité monétaire et financière ainsi qu'à soutenir la reprise économique du pays. Le plan

prévoit la modernisation du secteur bancaire, le développement des paiements numériques sécurisés et une plus grande inclusion financière dans le pays. La stratégie repose sur cinq piliers, dont la stabilité de la livre syrienne, un marché des changes transparent et l'intégration progressive au système financier international.

La banque centrale prévoit la mise en œuvre de plus de 30 programmes et initiatives couvrant les réformes juridiques, la gouvernance, la transformation numérique et la transparence. Cette feuille de route doit favoriser la coopération avec les institutions financières internationales et d'autres partenaires internationaux, et restaurer la confiance dans le système bancaire syrien.

2. REPRIS DU TRAFIC AÉRIEN EN AVRIL

Le nombre de vols transitant par l'espace aérien est en augmentation au mois d'avril 2026, atteignant 2 532 vols, contre seulement 32 en mars du fait de la quasi-fermeture de l'espace aérien. Le nombre de passagers ayant transité par l'aéroport d'Alep dépasse le nombre de 24 000. En revanche, le niveau des mois de janvier (5 244 vols) et février (4 267 vols) n'a pas encore été atteint.

3. EXTENSION DU DÉLAI POUR L'ÉCHANGE DE L'ANCIENNE MONNAIE

Le Gouverneur de la banque centrale de Syrie a annoncé que l'échéance pour échanger les anciens billets de livre syrienne en nouveaux billets était reportée de 30 jours, passant du 1^{er} juin au 30 juin 2026. La nouvelle monnaie avait été présentée le 26 décembre dernier avant d'être mise en circulation au 1^{er} janvier 2026. Alors qu'environ un tiers de l'ancienne monnaie avait été échangée à fin février, 56 % l'était à la fin avril. La banque centrale syrienne a prévu d'ouvrir de nouveaux centres d'échange de billets dans les gouvernorats avec le plus faible taux d'échange, notamment ceux d'Hassakeh et Raqqa.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr